



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 28 FÉVRIER 2025

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 30 janvier 2025..... 3
2. Rapport d'orientations budgétaires 2025 4
3. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs
consentie par le Conseil d'Administration 5
4. Engagements communs de la Ville de Rouen, du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen et
de la Métropole Rouen Normandie de bien vivre ensemble le cancer en milieu professionnel 6
5. Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2025 entre le CLIC des Aînés de Rouen et le
Département de Seine-Maritime 5
6. Demande de subvention en vue du renouvellement du dispositif mobilité du service des Aînés
dans le cadre de l'appel à projets de la conférence des financeurs de la prévention de la perte
d'autonomie 10
7. Demande de subvention pour la poursuite des actions du service des Aînés concernant la
prévention des conduites addictives dans le cadre de l'appel à projets ARS MILDECA..... 12
8. Convention de partenariat CLIC Université de Rouen Normandie..... 13
9. Résultats des évaluations de la qualité des Résidences autonomie 15
10. Résultats des évaluations de la qualité du CLIC des Aînés 18

Le 28 février 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame DUTARTE



Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Katherine COEUFF, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Était représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI

Étaient excusée :

Madame Béatrice BOCHET

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 21 février 2025

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 28 février 2025. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 30 janvier 2025

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 30 janvier 2025 est adopté à l'unanimité.



Présentation du Rapport d'orientations budgétaires par Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S.

Réception par le préfet : 28/03/2025
Publication : 28/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

2. Rapport d'orientations budgétaires 2025

Le décret n°216-841 du 24 juin 2016 précise que, pour les C.C.A.S. de communes de plus de 10 000 habitants, l'examen du budget primitif doit être précédé d'un débat de l'assemblée délibérante effectué sur la base d'un Rapport d'Orientations Budgétaires (R.O.B.), qui doit présenter les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses ainsi que la structure et la gestion de la dette. Il doit également présenter certains indicateurs sur les ressources humaines : les effectifs, les rémunérations, etc.

Le R.O.B. constitue la première étape de la préparation annuelle du budget primitif pour le C.C.A.S. de Rouen. Il permet aux membres du Conseil d'Administration de débattre sur l'évolution des finances du C.C.A.S. lors d'un Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.), qui doit règlementairement se tenir dans les deux mois précédant le vote du budget primitif (article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Il permet aussi d'aborder le contexte général d'élaboration du projet de budget pour 2025. La préparation du budget prévisionnel est conditionnée par des facteurs externes liés aux conditions économiques générales et aux divers financeurs du C.C.A.S., en premier lieu la Ville. Le R.O.B. permet également de présenter une rétrospective des exercices précédents.

Le Débat d'Orientation Budgétaire constitue une formalité substantielle au vote du budget primitif et est une condition au respect du droit d'information des administrateurs du C.C.A.S. de Rouen.

Ledit Rapport d'Orientations Budgétaires est annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312.1, L.2311.3 et R.2311.9,

VU le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du Rapport d'Orientations Budgétaires,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de débattre sur les orientations budgétaires dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif,

APRÈS avoir pris connaissance du Rapport d'Orientations Budgétaires de l'exercice 2025,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, prend connaissance des orientations budgétaires 2025 telles que proposées dans le rapport joint en annexe de la présente délibération.

Madame la Vice-Présidente rappelle le contexte d'instabilité politique et budgétaire et mentionne que les inégalités s'accroissent mais que la Ville continue à soutenir financièrement le C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente évoque une reversion de la contribution de la Ville pour le Fonds de Solidarité pour le Logement en 2025.

Madame LELAIT demande à combien d'agents correspondent les 86 Équivalents Temps Plein (E.T.P.) mentionnés. Madame la Directrice précise que les E.T.P. correspondent à environ 90 personnes (ce chiffre sera confirmé ultérieurement).

Madame ALAZARD questionne sur le nombre de postes en situation de handicap. Monsieur le Directeur Général Adjoint mentionne un taux aux alentours de 6 %.

Madame ALAZARD confirme qu'un important travail est à réaliser dans le domaine.

Madame la Vice-Présidente confirme l'action en cours de la Direction des Ressources Humaines sur ce sujet et que celui-ci nécessite la sensibilisation des encadrants et des agents.

Monsieur TRÉDET souligne que malgré les efforts de la Ville et du C.C.A.S. d'Ille-et-Vilaine, il n'est pas possible de combler les difficultés de l'Etat et de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H.).

Madame la Directrice rappelle la convention passée en partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la Ville et le C.C.A.S. de Rouen pour les années 2024-2026.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2025

Publication : 28/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



3. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée lors de la séance du jeudi 25 avril 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période du mois de janvier 2025.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Prend acte du compte rendu annexé

4. Engagements communs de la Ville de Rouen, du Centre Communautaire d'Action Sociale de Rouen et de la Métropole Rouen Normandie de bien vivre ensemble le cancer en milieu professionnel

Chaque année, des centaines de milliers de françaises et français sont diagnostiqués d'un cancer. Cette maladie touche des personnes de plus en plus jeunes, femmes, hommes, de manière chronique.

Cela concerne aussi les agents des services publics qui, eux aussi, peuvent se trouver confrontés au cancer et se retrouver isolés. Aux souffrances d'ordre médical s'ajoutent alors des difficultés d'ordre psychologique, affectif, social. Tout cela impacte la vie professionnelle.

C'est pourquoi il est souhaité engager une réflexion d'employeurs territoriaux visant à renforcer le soutien de la communauté professionnelle durant la maladie et dans le cadre du retour à l'emploi, pour accompagner ces agents et lutter contre l'isolement.

La Ville de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie, en tant qu'employeurs publics, travaillent actuellement ensemble pour élaborer un plan d'actions pour leurs personnels et souhaitent s'inscrire dans les engagements mis en œuvre depuis ces deux dernières années au travers d'une politique de santé globale, transversale et volontariste.

Ces engagements prendront la forme d'un plan d'action commun visant à développer un écosystème professionnel bienveillant autour des agents publics confrontés à cette maladie et des agents en situation d'aidants, à partager des connaissances et à collaborer en réseau institutionnel et associatif sur les pratiques de travail bienveillantes, à accompagner et soutenir les agents malades et les aidants.

En appui de ce plan d'action visant à sensibiliser, accompagner et développer des pratiques innovantes autour du cancer au travail, la Ville de Rouen, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole Rouen Normandie souhaitent s'inscrire dans un réseau partenarial et pour cela proposent :

- la signature de la charte des 11 engagements portés par l'Institut National du Cancer : L'adhésion à la charte marque l'engagement de l'employeur aux côtés de tous les acteurs des sphères publique, privée et associative qui travaillent à l'amélioration de l'accompagnement des personnes malades et à la promotion de la santé. Ces 11 engagements répondent aux objectifs d'accompagnement de l'individu dans le maintien et le retour en emploi, formation et information des parties prenantes de l'organisation de travail, promotion de la santé, partage autour de la problématique cancer et travail. La signature de la charte permet également l'adhésion au Club des entreprises Cancer et Emploi, co-animé avec l'Association Nationale des Directions des Ressources Humaines et le réseau Anact-Aract. Ce club offre aux entreprises privées et publiques un espace d'échanges de bonnes pratiques avec la présentation d'actions mises en place par les entreprises signataires et la participation de chercheurs pour nourrir les débats et les réflexions,
- d'adhérer à « Cancer@Work » et signer la charte d'engagement : Association reconnue d'intérêt général créée en 2012 par Anne-Sophie Tuszynski, Cancer@Work est le 1^{er} Club d'entreprises dédié au sujet du cancer au travail. À la fois plateforme d'échanges et de partage sur l'intégration de la maladie en entreprise ainsi qu'incubateur de projets d'innovation économique et sociale, Cancer@Work œuvre au quotidien à changer le regard de la société et de l'entreprise sur les malades. Depuis 2019, 178 entreprises privées ou publiques ont déjà adhéré à l'association représentant plus de 10 % de la population active. La signature de la charte Cancer@Work témoigne de la volonté de mettre en place des actions concrètes en faveur de l'inclusion et du maintien dans l'emploi des personnes touchées directement ou indirectement par la maladie et de bénéficier de



leur accompagnement pour l'élaboration du plan d'actions. Il est proposé l'ordre de priorité à hauteur de 3000 euros pour la Ville de Rouen et 3000 euros pour la Métropole Rouen Normandie salariés. L'adhésion pour le C.C.A.S. de Rouen s'effectue à titre gratuit.

- de signer une convention de partenariat à titre gratuit avec « My Cancer Network », association normande fondée en 2018 s'adresse aux personnes atteintes de cancer, à leurs proches et aux entreprises. Elle a pour but de favoriser l'information sur l'après cancer et notamment sur la reprise du travail, la mise en relation avec les bons interlocuteurs (professionnels de santé ou acteurs du maintien ou retour à l'emploi, associations de patients, etc.) à travers une application en e-santé, des événements (culturels ou séminaires d'information) ou des interventions auprès du public ciblé. La convention de partenariat permettra de faire appel à leur expertise pour accompagner de manière personnalisée des situations individuelles et les collectifs de travail (sur devis),

- de collaborer avec la Ligue contre le Cancer afin d'être accompagnés dans la mise en œuvre du plan d'action (sensibilisation des collectifs de travail, formation des acteurs Ressources Humaines, actions de dépistage...). Une convention de partenariat pourra être établie avec la Ligue contre le Cancer pour formaliser leur accompagnement et définir les actions menées conjointement dans le cadre du plan d'action. La convention sera présentée lors d'une prochaine séance du Conseil Municipal, du Conseil d'Administration du C.C.A.S et du Conseil Métropolitain.

- de créer des groupes de travail inter-collectivités (Métropole et l'ensemble des communes de la Métropole et les C.C.A.S mêlant personnes qui sont ou ont été concernées par la maladie, pour entendre les difficultés et les attentes et partager les bonnes pratiques. Un groupe de travail mené par le réseau France Urbaine, rassemblant les représentants des grandes villes, métropoles, communautés et agglomérations urbaines, permettra également d'étendre la réflexion et le portage de la thématique au niveau national. Ces réseaux peuvent être portés par un renforcement du partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.), avec lequel la Ville, le C.C.A.S. et la Métropole ont conventionné respectivement en 2024 et 2022, par le biais d'avenants aux conventions en cours ou nouvelle convention (Métropole).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles dont notamment l'article R 123-20,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L.1411-1 et suivants relatifs aux politiques de santé,

VU la Charte cancer et travail de l'Institut National du Cancer et celle du réseau engagé Cancer@Work ci-annexées,

VU la Convention de partenariat avec l'association My Cancer Network ci-annexée.

CONSIDÉRANT l'importance de la prévention et de l'accompagnement des personnes atteintes de cancer en milieu professionnel dans une approche bienveillante et soutenante,

CONSIDÉRANT les engagements pris par la Ville et le C.C.A.S. de Rouen en matière de santé publique et de qualité de vie au travail, notamment lors du comité de pilotage interne Santé au travail présidé par Nicolas MAYER-ROSSIGNOL du 27 novembre 2024,

CONSIDÉRANT la nécessité de formaliser un plan d'action commun pour le bien vivre ensemble des agents malades, des collectifs de travail, des encadrants et des proches aidants,



CONSIDÉRANT l'importance de mobiliser et de s'appuyer sur les acteurs locaux et les partenaires pour la mise en œuvre de ce plan en construction,

CONSIDÉRANT les dispositifs nationaux et locaux existants et l'écosystème économique du territoire.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer une convention de partenariat avec l'association My Cancer Network ci-annexée,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à faire adhérer le C.C.A.S. de Rouen à l'association Cancer@Work à titre gratuit,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la charte cancer et travail de l'Institut National du Cancer, et celle du réseau engagé de Cancer@Work ci-annexées

Madame LELAIT fait remarquer que la convention est signée par la Ville et le C.C.A.S. de Rouen mais que le logo figurant sur celle-ci correspond à celui de la Métropole (la correction sera apportée).

Monsieur TRÉDET demande si la convention prend en compte l'aménagement du temps de travail.

Madame la Directrice du C.C.A.S. le confirme.



5. Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2025 entre le CLIC des Aînés de Rouen et le Département de Seine-Maritime

Porté par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de la Ville de Rouen et le Département de Seine-Maritime, le CLIC des Aînés accompagne les Rouennais âgés de 60 ans et plus rencontrant des difficultés liées à la perte d'autonomie et l'avancée en âge.

En parallèle, en lien avec les problématiques repérées sur le territoire et les priorités définies par la politique de la Ville et du Département, le CLIC propose chaque année un programme de prévention à la perte d'autonomie afin d'anticiper les prémices du vieillissement et de favoriser le lien social.

Le CLIC des Aînés assure également un rôle d'information, de sensibilisation et de coordination des différents acteurs de l'action gérontologique intervenant dans le champ social, médico-social et sanitaire.

Depuis sa création, le CLIC bénéficie d'une subvention de fonctionnement du Département de Seine-Maritime auquel il est lié par une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.). Chaque C.P.O.M. définit individuellement le rôle et les missions du CLIC, ses moyens, son cadre d'intervention ainsi que ses relations avec le Département (partenariat avec la responsable autonomie de l'Unité Territoriale d'Action Sociale de Rouen (U.T.A.S.), priorités d'actions, modalité d'attribution et de versement des subventions).

Le 9 décembre 2024, par délibération n°1.14 de la commission permanente du Département, le cahier des charges actualisé des CLIC ainsi que le C.P.O.M. 2025 conclu entre le Département et le CCAS de Rouen, organisme gestionnaire du CLIC des Aînés ont été adoptés.



Le CLIC étant engagé depuis le 01^{er} janvier 2023 dans une démarche d'accompagnement futur des Maisons Départementales de l'Autonomie et de la Prévention de la Perte d'Autonomie (MDAPA) de la convention reprecise particulièrement ce cadre. Les M.D.A.A. 76 présentent à simplifier l'accompagnement des personnes âgées par la fusion des missions des travailleurs sociaux CLIC/A.P.A. (Allocation Personnalisée d'Autonomie) qui interviendront prochainement sous l'appellation commune de « référent de parcours ».

En 2025, le CLIC des Aînés de Rouen poursuivra son expérimentation face à ce nouveau type d'organisation. Les accompagnatrices sociales du CLIC seront amenées à effectuer des plans d'aides A.P.A. en supplément de leurs missions initiales.

D'autre part, le C.P.O.M. 2025 rappelle les modalités de financement du programme local de prévention à la perte d'autonomie depuis janvier 2024. Les CLIC n'ont désormais plus la possibilité de solliciter des subventions dans le cadre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (C.F.P.P.A.). Les priorités d'action du CLIC sont désormais définies dans le cadre d'une convention « d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention à la perte d'autonomie » réactualisée chaque année. Cette convention sera transmise par le Département pour validation et signature au second trimestre 2025.

Ladite Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2025 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles R.123-20 et L.113-1-2,

VU la Délibération n°1.14 de la commission permanente du 9 décembre 2024 du Département de Seine-Maritime autorisant le Président du Département à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2025 entre le Département et le C.C.A.S. de Rouen.

CONSIDÉRANT, que le C.C.A.S. de Rouen gère le CLIC des Aînés en lien avec le Département de Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT, que le CLIC est lié au Département par une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens,

CONSIDÉRANT, que la précédente Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens du CLIC des Aînés de Rouen avec le Département de Seine-Maritime a pris fin le 31 décembre 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES autorise Monsieur le Président du C.C.A.S ou son représentant à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2025 conclue entre le Département de Seine-Maritime et le C.C.A.S. de Rouen jusqu'au 31 décembre 2025, ci annexée.

Madame la Directrice du C.C.A.S. évoque un questionnaire sur l'expérimentation MD2A76, celui-ci impliquant une surcharge de travail au détriment de la qualité de l'accompagnement. Une prise de contact est prévue avec le Département concernant cette expérimentation.



6. Demande de subvention en vue du renouvellement du dispositif mobilité du service des Aînés dans le cadre de l'appel à projets de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie

Réception par le préfet : 28/03/2025
Publication : 28/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Depuis le 1er janvier 2016, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (C.F.P.P.A.) a pour mission de coordonner les financements concernant la politique de prévention en faveur des personnes âgées.

Cette démarche, engagée au préalable par le Département de la Seine-Maritime, l'Agence Régionale de Santé de Normandie et l'Inter-régime (CARSAT, MSA), réunit également les principaux financeurs de la politique de prévention de la perte d'autonomie : Mutualité Française, Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat, Région, Caisse Primaire d'Assurance Maladie...

Le programme de la C.F.P.P.A. détermine des priorités d'action autour de deux lignes directrices transversales :

- Étendre l'offre de prévention au plus grand nombre grâce à une approche globale, transversale et partagée (mobilité, information, proximité).
- Construire un parcours de prévention adapté à chacun en adoptant une démarche visant à appréhender la diversité des publics (personnes en situation de précarité, aidants, personnes isolées).

Parmi les priorités définies par la C.F.P.P.A., la mobilité représente un enjeu majeur du « Bien vieillir ». Se déplacer permet de préserver son autonomie tout en restant acteur au sein de son environnement. Malgré l'existence de nombreux services de transport sur l'agglomération rouennaise, de nombreux seniors restent confrontés à des difficultés de déplacement. Ces difficultés engendrent des ruptures dans les parcours de vie et de soin des personnes âgées.

Depuis le 1er juillet 2022, le Service des Aînés de la ville de Rouen, représenté dans ce cadre par le Pôle veille sociale et Lutte contre l'Isolement, le CLIC des Aînés et le service des Résidences Autonomie ont développé un partenariat avec le Service d'Aide à Domicile APEF afin de proposer aux Rouennais âgés de 60 ans et plus se trouvant en situation de fragilité un service de transport personnalisé.

Ce dispositif permet aux personnes n'ayant aucune autre solution physique, financière ou environnementale pour se déplacer, d'être accompagnées de leur domicile au lieu-dit pour leurs rendez-vous médicaux, leurs activités de loisirs et de bien-être. Le dispositif prévoit également l'organisation de transports collectifs réalisés par un accompagnateur de l'APEF par le biais d'un véhicule du C.C.A.S. pouvant transporter jusqu'à 9 personnes simultanément pour se rendre à des manifestations organisées sur le territoire. Ce service est gratuit et non limité dans le temps. Depuis sa mise en place il a permis la réalisation de 430 accompagnements avec un accroissement progressif des demandes (48 en 2022, 135 en 2023 et 247 en 2024).

Afin de financer ce projet, le Service des Aînés a bénéficié de subventions dans le cadre de l'appel à projets de la C.F.P.P.A, soit 10 000 € pour l'année 2022 et 14 018 € pour les années 2023 et 2024.

Afin de maintenir ce dispositif, indispensable dans le cadre de la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie, le Service des Aînés souhaite solliciter une nouvelle demande de financement dans le cadre de l'appel à projets de la C.F.P.P.A. d'un montant de 12 208 € pour l'année 2025 et de 12 670 € pour l'année 2026 correspondant au financement de 250 transports annuels.

Ladite demande de subvention est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Loi n° 2024-217, du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles R.123-20 et L.123-5,

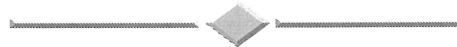
CONSIDÉRANT que le C.C.A.S., représenté par le Service des Aînés, met en place des actions dans le cadre de la prévention à la perte d'autonomie et de la lutte contre l'isolement soutenues par la C.F.P.P.A.,

CONSIDÉRANT que ce dispositif est primordial dans le cadre de la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à déposer un dossier pour l'appel à projets de la C.F.P.P.A. du Département de Seine-Maritime en vue de solliciter des financements à hauteur de 12 208 € pour l'année 2025 et de 12 670 € pour l'année 2026.

Madame la Directrice du C.C.A.S. précise que la demande de subvention concerne le transport individuel et collectif, en lien avec l'APEF (multi-spécialiste des services à domicile), représentant 250 transports par an.



7. Demande de subvention pour la poursuite des actions du service des Aînés concernant la prévention des conduites addictives dans le cadre de l'appel à projets ARS MILDECA

Ce projet est développé depuis 2022, par le Centre Local d'Information et de Coordination (C.L.I.C.) des Aînés de Rouen et le service des Résidences Autonomie du C.C.A.S. de Rouen en partenariat avec l'association « La Boussole ». Il a pour objectif de renforcer l'accompagnement et la prévention des conduites addictives chez les personnes âgées.

En 2024, le Service des Aînés a perçu une subvention de 5.620 € ayant permis la réalisation de plusieurs actions :

Formation et sensibilisation à l'accompagnement des personnes âgées rencontrant des conduites addictives en faveur des professionnels du domicile intervenant au sein des résidences autonomie, des Services d'Aide à Domicile et des Services de Soins Infirmiers à Domicile de la Ville,

Formation des travailleurs sociaux du CLIC, des résidences autonomie et du Service d'Action et d'Insertion Sociale du C.C.A.S. de Rouen intervenant auprès de personnes âgées rencontrant des problématiques d'addiction à l'entretien motivationnel, méthode d'intervention permettant



d'accompagner les publics fragiles souffrant d'addiction et de les positionner en tant qu'acteurs de leur projet de vie,

Mise en place d'un dispositif d'appui de la Boussole en faveur des professionnels compétents par des résidences autonomie par le biais d'une fiche de liaison afin d'apporter une expertise face à des problématiques complexes.

Parmi les constats faits à la suite de la mise en œuvre de ce projet, figure la nécessité de poursuivre les actions de prévention auprès du public ainsi que le renforcement des compétences des professionnels autour des problématiques d'addiction.

La poursuite du projet s'inscrit dans les objectifs du Projet Régional de Santé 2023-2028, du Schéma Départemental des solidarités 2023-2028, mais également dans les objectifs stratégiques 3 et 5 du Contrat Local de Santé de la ville de Rouen 2022-2025.

L'objectif général de l'action est de favoriser la prise en compte des pratiques addictives dans les accompagnements proposés aux personnes âgées, dans une démarche de prévention et de réduction des risques sur le territoire de Rouen.

Les résultats attendus sont :

Le développement d'une culture commune chez les professionnels du secteur gérontologique,
L'apport ou le renforcement de la démarche de réduction des risques et des dommages,
Le renforcement des actions de prévention collectives autour des pratiques addictives,
Le développement des collaborations en matière d'accompagnement des consommations en résidence et à domicile,
Le renforcement des partenariats entre les acteurs de l'addictologie et les acteurs de la gérontologie.

Objectifs opérationnels :

- Organiser une séance de supervision à l'entretien motivationnel à destination des professionnels ayant participé à la formation initiale en 2022, à la formation de perfectionnement en 2023 et à une formation à l'analyse de situations en 2024,
- Initier/renforcer la réflexion autour de l'accompagnement des pratiques addictives sur le territoire en proposant deux nouvelles sessions de sensibilisation à l'accompagnement des personnes âgées souffrant d'addictions ainsi qu'une session d'approfondissement,
- Proposer des ateliers d'échanges et de prévention au sein des résidences autonomie, ainsi que l'organisation de 3 représentations dans le cadre d'un théâtre forum abordant cette thématique en partenariat avec la Boussole et l'association « les vers volants ».
- Poursuivre le développement du partenariat avec la Boussole grâce à des interventions en résidence autonomie et à domicile et à la participation de ce service aux commissions pluridisciplinaires des CLIC et aux commissions d'admission des résidences autonomie.

La déclinaison de ces objectifs nécessite un budget global de 11.240 euros.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur l'opportunité de répondre à l'appel à projet de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) et la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (M.I.L.D.E.C.A.) afin de solliciter une subvention de 11.240 € permettant d'améliorer l'accompagnement des conduites addictives chez le sujet âgé et d'autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la demande de subvention.

Ladite demande de subvention est annexée à la présente délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU les préconisations des dernières évaluations externes de la qualité du CLIC et des résidences autonomie visant à développer les actions de prévention des conduites addictives et de réduction des risques et des dommages chez le sujet âgé,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. gère le CLIC de Rouen ayant pour mission de favoriser l'autonomie des personnes âgées et de proposer des actions d'accompagnement et de prévention santé,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère les 4 résidences autonomie,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à répondre à l'appel à projets 2025 de l'A.R.S. et M.I.L.D.E.C.A. et à signer la demande de subvention.



8. Convention de partenariat CLIC Université de Rouen Normandie

Le Centre Local d'Information et de Coordination (C.L.I.C.) des Aînés est un service d'accueil, d'information et d'orientation pour les personnes âgées de plus de 60 ans et leurs familles, géré par le C.C.A.S de Rouen. Il est situé au sein de la Maison des Aînés, lieu réunissant l'ensemble des services de loisirs, d'hébergement, d'accompagnement social et de lutte contre l'isolement en faveur des Rouennais âgés. Le C.L.I.C. des Aînés met en place un programme annuel de prévention contre la perte d'autonomie afin de lutter contre l'isolement et la sédentarité des personnes âgées. Ce programme propose tous les mois un ensemble d'activités de sport adapté et de bien-être gratuites dans les différents quartiers de la Ville.

L'Université de Rouen, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel propose en son Unité de Formation et de Recherche Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (U.F.R. S.T.A.P.S.) une offre de formation de licence 3^{ème} année mention « Activité Physique Adaptée et Santé » (A.P.A.S.). Cette formation propose notamment l'intervention d'étudiants encadrés par leurs enseignants auprès d'un public sénior. L'objectif de cette action est de confronter les futurs enseignants A.P.A.S. au métier tout en proposant au public du C.L.I.C. et plus largement du Service des Aînés un programme d'activités physiques adaptées varié.

A compter du mois de mars 2025, l'U.F.R. S.T.A.P.S. est en mesure de proposer chaque semaine une activité physique aux séniors alternant entre football, taïso (préparation physique en lien avec la pratique d'arts martiaux) et badminton jusqu'à la fin de l'année scolaire. Si le public est satisfait, cette expérience pourra être renouvelée et développée à la rentrée scolaire 2025-2026 en

mobilisant un plus grand nombre de professeurs encadrants et un panel plus large d'activités

Ce partenariat est sans incidence financière pour le C.C.A.S.

La présente convention définit dans ses articles, les modalités d'organisation, les engagements respectifs, les moyens engagés par le C.C.A.S de Rouen et l'Université de Rouen Normandie, les modalités de suivi et de bilan, la durée ainsi que les modifications, le renouvellement et la rupture de la convention.

La convention prend effet à la date de sa signature, pour la durée de l'année universitaire 2024-2025 avec tacite reconduction pour une durée de 3 ans, sauf résiliation par l'une des parties.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S de Rouen gère le C.L.I.C. des Aînés,

CONSIDÉRANT que la prévention de la perte d'autonomie et le développement des liens intergénérationnels font partie des objectifs du C.L.I.C. des Aînés,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'Université de Rouen Normandie, représentée par Monsieur Laurent YON, ci-annexée.

Madame LELAIT demande où les activités vont se dérouler .Madame la Directrice informe que celles-ci prendront place au gymnase à Mont-Saint-Aignan.Le premier trajet sera accompagné par un agent de la Maison des Aînés.



9. Résultats des évaluations de la qualité des Résidences autonomie

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Saint Filleul et Trianon).

L'obligation pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux (E.S.S.M.S.) de réaliser une évaluation a été introduite par la loi du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale.

La loi du 24 juillet 2019, relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, qui modifie le Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.) a impulsé une nouvelle dynamique, visant à renouveler, rationaliser et uniformiser l'évaluation des actions des E.S.S.M.S. dans le cadre de leur démarche qualité. Depuis celle-ci, c'est la Haute Autorité de Santé (H.A.S.) qui établit le cadre commun d'analyse et d'évaluation.

Le décret du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des E.S.S.M.S. et son décret modificatif du 26 avril 2022 définissent le nouveau cadre réglementaire applicable aux nouvelles évaluations réalisées sur la base d'un nouveau référentiel de la H.A.S. Ils prévoient

notamment le passage à un rythme quinquennal des évaluations d'autorisation de 15 ans, et la prise en compte désormais, pour le renouvellement de l'autorisation, des résultats de l'ensemble des évaluations transmises à compter de la date de l'autorisation et au plus tard deux ans avant la fin.

Dans ce cadre, le Département de Seine-Maritime a communiqué en octobre 2024 la date limite de transmission des résultats d'évaluations des 4 résidences autonomie gérées par le C.C.A.S., fixée au 31/12/2024.

Les objectifs et enjeux de l'évaluation sont de mettre en avant les démarches appliquées par l'établissement pour améliorer la qualité de leur accompagnement et notamment :

- Intégrer la personne et la faire actrice de son parcours
- Consolider la dynamique qualité dans les établissements et services
- Favoriser une démarche porteuse de sens pour l'établissement et ses professionnels

En s'appuyant sur 4 valeurs :

- Le pouvoir d'agir de la personne
- Le respect des droits fondamentaux
- L'approche inclusive des accompagnements
- La réflexion éthique des professionnels

La méthode d'évaluation permet l'analyse croisée du recueil de l'expérience de la personne accompagnée, de l'évaluation des pratiques mises en œuvre par les professionnels et de la dynamique impulsée par la gouvernance de l'établissement ou du service. L'objectif étant de permettre une vision intégrée du niveau de qualité des accompagnements proposés et d'identifier des axes de progrès.

Ainsi, pour les résidences autonomie 138 critères ont été évalués dont 18 considérés comme « impératifs », regroupés dans 3 chapitres : la personne, les professionnels et l'E.S.S.M.S. et sa gouvernance.

Le C.C.A.S., dans le cadre d'une procédure de marché public, a sélectionné l'organisme Autonomii, accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC).

Chacune des résidences a été évaluée sur une durée de 2 jours, se répartissant du 9 au 20 septembre 2024, par 2 évaluateurs, dont un coordonnateur commun aux 4 structures.

Les rapports définitifs ont été transmis le 25 novembre 2024. L'ensemble des critères de chaque chapitre a été noté sur 4. La synthèse des résultats est la suivante :

	La Rose des Sables	Trianon	Bonvoisin	Saint Filleul
Chapitre 1 : La personne	3,37	3,23	3,75	3,63
Chapitre 2 : Les professionnels	3,18	3,05	3,28	3,37
Chapitre 3 : L'E.S.S.M.S.	3,27	3,08	3,4	3,29
Note générale /4	3,27	3,12	3,48	3,43
TOTAL/20	16,37	15,60	17,38	17,15

Les cotations moyennes sur l'ensemble des chapitres du référentiel H.A.S. mettent en évidence de bonnes pratiques professionnelles favorisant l'exercice des droits des personnes accompagnées.

En résumé, les points forts repérés concernent :



- La satisfaction et la confiance des résidents concernant leur accueil par des professionnels qui les écoutent,
- L'engagement, l'investissement et la posture des professionnels,
- Les partenariats nombreux (sanitaires, médico-sociaux, culturels, sportifs, écologiques, etc.).

Dont les pratiques dites « exemplaires » :

- Une logique d'inclusion et de décroisement des résidences avec une vraie politique du lien social,
- La démarche d'ouverture sur l'extérieur et les projets en lien (intergénérationnel, inter-résidence, numérique), les amicales de résidents, et la recherche de financements,
- La richesse et la diversité des animations, événements et intervenants,
- Les nombreux espaces d'expressions des résidents.

Les critères dits « impératifs » cotés à moins de 4/4 concernent les thématiques suivantes :

- La mise à jour du document de droit à l'image,
- La confidentialité et la protection des informations et données relatives à la personne accompagnée, notamment lié à l'absence de logiciel métier sécurisé,
- La gestion des plaintes, réclamations et événements indésirables, insuffisamment formalisée,
- La formalisation d'un plan de gestion de crise et de continuité de l'activité spécifique à chaque résidence.

Les autres axes d'amélioration concernent :

- La formalisation de la démarche qualité et gestion des risques,
- L'amélioration et la sécurisation de la traçabilité des suivis des situations d'accompagnement et le partage d'informations,
- L'amélioration des projets d'accompagnement personnalisés,
- La formation des professionnels en lien avec les thématiques du référentiel H.A.S.

Pour les critères impératifs cotés à moins de 4/4, des plans d'actions ont été obligatoirement formalisés et transmis en même temps que les rapports d'évaluation au Département de Seine-Maritime le 31/12/2024.

Pour chaque structure, les deux derniers résultats des rapports d'évaluation seront accessibles sur le site internet de la Haute Autorité de Santé. Par ailleurs, à compter du 1^{er} avril 2025, les structures devront afficher de manière accessible dans leurs locaux la fiche synthétique des résultats de la dernière évaluation. Sur demande, les résidents ou leur représentant pourront consulter dans leur intégralité les rapports d'évaluation.

Par la suite, le Département de la Seine-Maritime, en tant qu'autorité de tarification et de contrôle, sera amené à établir un nouveau Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens pour chaque résidence, s'appuyant sur les résultats de cette évaluation.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- prendre connaissance des rapports d'évaluation de la qualité des résidences Bonvoisin, La Rose des Sables, Saint Filleul et Trianon,
- prendre connaissance des plans d'actions transmis au Département de Seine-Maritime, annexés aux rapports d'évaluations,
- autoriser l'affichage des synthèses de résultats dans chaque résidence,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2025
Publication : 28/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi du 24 juillet 2019, relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, qui modifie le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des E.S.S.M.S. et son décret modificatif du 26 avril 2022,

VU l'Arrêté n°2022-456 du Département de Seine-Maritime, portant programmation pour les années 2023-2027 des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du C.A.S.F.

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

CONSIDÉRANT que les résidences, conformément à la réglementation des établissements et services médicaux sociaux, ont été évaluées par l'organisme Autonomii,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Prend acte des rapports d'évaluation de la qualité des résidences autonomie et du plan d'action, ci-annexés.
2. Autorise l'affichage des synthèses des résultats des évaluations dans chaque résidence.

Madame LELAIT indique la nécessité de revoir la formulation du délibéré en indiquant en second lieu l'autorisation d'affichage, ce qui est pris en compte.

Madame COEUFF demande sur quelle durée s'étend l'évaluation. Madame la Directrice indique 5 ans.



10. Résultats des évaluations de la qualité du CLIC des Aînés

Depuis 2004, le Centre Local d'Information et de Coordination des Aînés (C.L.I.C.) de Rouen intervient dans le cadre de l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des Rouennais âgés de plus de 60 ans. Il est en partie subventionné par le Département de Seine-Maritime et géré par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen.

En 2024, le CLIC a dû réaliser une nouvelle évaluation externe du service afin de répondre aux obligations légales :

La loi du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale rend obligatoire pour chaque Établissement ou Service Social ou Médico-Social (E.S.S.M.S.) de procéder à une évaluation régulière de son activité et de la qualité des prestations fournies.

La loi du 24 juillet 2019, relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, modifie le Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.) et impulse une nouvelle dynamique, visant à renouveler, rationaliser et uniformiser l'évaluation des actions des Etablissements ou Services Sociaux ou Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.) dans le cadre de leur démarche qualité. C'est la Haute

Autorité de Santé (H.A.S.) qui établit le cadre commun d'analyse et d'évaluation

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2025

Publication : 28/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Le décret du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des E.S.S.M.S. et son décret modificatif du 26 avril 2022 définissent le cadre réglementaire applicable aux nouvelles évaluations réalisées sur la base d'un nouveau référentiel de la H.A.S. Ils prévoient notamment le passage à un rythme quinquennal des évaluations au cours de la période d'autorisation de 15 ans, et la prise en compte désormais, pour le renouvellement de l'autorisation, des résultats de l'ensemble des évaluations transmises à compter de la date de l'autorisation et au plus tard deux ans avant la fin.

Dans ce cadre, le Département de Seine-Maritime a communiqué en octobre 2022 la date limite de transmission des résultats d'évaluations du CLIC des Aînés au 31/12/2024.

Les objectifs et enjeux de l'évaluation sont de faire un état des lieux et procéder à l'évaluation des outils, procédures et modes d'intervention mis en place au sein du service pour améliorer la qualité des accompagnements avec comme principaux enjeux de :

- Intégrer la personne et la rendre actrice de son parcours,
- Consolider la dynamique qualité dans les établissements et services,
- Favoriser une démarche porteuse de sens pour l'établissement et ses professionnels.

Cette démarche s'appuie sur 4 valeurs :

- Le pouvoir d'agir de la personne,
- Le respect des droits fondamentaux,
- L'approche inclusive des accompagnements,
- La réflexion éthique des professionnels

La méthode d'évaluation permet l'analyse croisée du recueil de l'expérience de la personne accompagnée, de l'évaluation des pratiques mises en œuvre par les professionnels et de la dynamique impulsée par la gouvernance du service. L'objectif est de permettre une vision intégrée du niveau de qualité des accompagnements proposés et d'identifier des axes de progrès.

Ainsi, pour le CLIC des Aînés, 134 critères ont été évalués dont 18 considérés comme « impératifs », regroupés dans 3 chapitres : la personne, les professionnels et l'E.S.S.M.S. et sa gouvernance.

Le C.C.A.S., dans le cadre d'une procédure de marché public, a sélectionné l'organisme Autonomii, accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC).

Le service a été évalué en septembre 2024 sur une durée de 2 jours.

Le rapport définitif a été transmis le 21 décembre 2024. L'ensemble des critères de chaque chapitre a été noté sur 4. La synthèse des résultats est la suivante :

	CLIC des Aînés
Chapitre 1 : La personne	3,8
Chapitre 2 : Les professionnels	3,74
Chapitre 3 : L'E.S.S.M.S.	3,58
Note générale /4	3,70
TOTAL/20	18,53

Les cotations moyennes sur l'ensemble des chapitres du référentiel H.A.S. mentionnent l'existence de bonnes pratiques professionnelles favorisant l'exercice des droits des personnes accompagnées.



En résumé, les points forts repérés concernent :

- La satisfaction des personnes accompagnées par les professionnelles du service,
- L'existence des outils de la loi 2002-2,
- La richesse de l'offre de services (entretiens individuels, groupes d'échanges et d'information, actions collectives...),
- La richesse du réseau partenarial,
- La localisation du service intégré à la Maison des Aînés ce qui facilite la coordination pour un accompagnement de qualité.

Dont les pratiques dites « exemplaires » :

- La coordination avec les différents partenaires notamment de l'action sanitaire,
- Le poste d'accompagnateur dédié aux situations de fragilité (migrants vieillissants, lutte contre l'isolement et précarité vieillissante),
- L'offre d'actions collectives de prévention.

Les critères dits « impératifs » cotés à moins de 4/4 concernent les thématiques suivantes :

- L'exercice des droits et des libertés de la personne accompagnée, insuffisamment formalisé,
- La confidentialité et la protection des informations et données relatives à la personne accompagnée, notamment liées à l'existence de dossiers dématérialisés au sein du service,
- La gestion et la communication des plaintes, réclamations et événements indésirables, insuffisamment formalisées,
- La formalisation d'un plan de prévention des risques de maltraitance et de violence.

Les autres axes d'amélioration concernent :

- La réflexion à mener sur un mode d'expression de la personne accompagnée,
- La traçabilité de remise et de mise à jour des documents transmis aux personnes accompagnées,
- La formalisation des projets d'accompagnement personnalisés,
- Le déploiement d'un plan de prévention et de maîtrise du risque infectieux,
- L'amélioration de la démarche continue de la qualité et de la gestion des risques du service.

Pour les critères impératifs cotés à moins de 4/4, un plan d'action a été formalisé et transmis en même temps que le rapport d'évaluation au Département de Seine-Maritime le 31/12/2024.

Les résultats du rapport d'évaluation seront accessibles sur le site internet de la Haute Autorité de Santé. Par ailleurs, à compter du 1^{er} avril 2025, la structure devra afficher de manière accessible dans ses locaux la fiche synthétique des résultats de la dernière évaluation. Sur demande, les usagers ou leurs représentants pourront consulter dans leur intégralité les rapports d'évaluation.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Prendre connaissance du rapport d'évaluation de la qualité du CLIC des Aînés,
- Prendre connaissance du plan d'action transmis au Département de Seine-Maritime, annexé au rapport d'évaluation,

- Autoriser l'affichage des résultats au sein du service.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles R.110 et L.113-1-2,

VU la Loi du 24 juillet 2019, relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, qui modifie le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des E.S.S.M.S. et son décret modificatif du 26 avril 2022,

VU l'Arrêté n°2022-456 du Département de Seine-Maritime, portant programmation pour les années 2023-2027 des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère le CLIC des Aînés,

CONSIDÉRANT que le CLIC des Aînés, conformément à la réglementation des établissements et services médicaux sociaux, a été évalué par l'organisme Autonomii,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Autorise l'affichage des synthèses des résultats des évaluations au sein du service.
- Prend acte du rapport d'évaluation de la qualité du CLIC des Aînés et du plan d'action, ci annexés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16h00.

Date du prochain Conseil : 21 mars 2025.

Présidente de séance



Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Secrétaire de séance



Vanessa RABITEAU
Directrice du C.C.A.S.